Version Web

LETTRE D'INFORMATION
N°54
Iñaki
ECHANIZ
MAI 2026

HÔPITAL DE PROXIMITÉ CHERCHE MÉDECIN : MA QUESTION À LA MINISTRE DE LA SANTÉ SUR L'HÔPITAL D'OLORON SAINTE-MARIE ET LA POLYCLINIQUE DE PAU

Le mardi 26 mai, j'ai interrogé la ministre de la Santé sur la situation de l'hôpital d'Oloron Sainte-Marie et de la polyclinique de Pau et les mesures nécessaires à prendre pour garantir l'accès aux soins dans les hôpitaux de proximité.

VOIR MA QUESTION

APRÈS DES MOIS DE NÉGOCIATIONS ET DE MOBILISATION POUR NOS LANGUES : LE MINISTRE ANNONCE LA CRÉATION D'UN BAC BILINGUE !

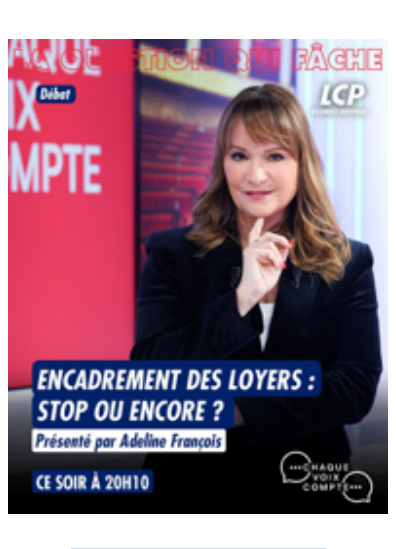
Après notre rendez-vous du 13 janvier au Ministère de l'Éducation Nationale, nous avons de nouveau rencontré le ministre Edouard Geffray à l'Assemblée dans le cadre du groupe d'études présidé par mes collègues Peio Dufau et Paul Molac.

À cette occasion, il nous a annoncé la **création d'un bac bilingue**. Les lycéens ayant suivi une spécialité dans une langue régionale pourront, à partir du bac 2028, passer l'épreuve correspondante dans cette langue. Le grand oral du baccalauréat étant adossé aux deux spécialités, la partie qui porte sur la spécialité suivie en langue régionale pourra, elle aussi, se dérouler dans cette langue.

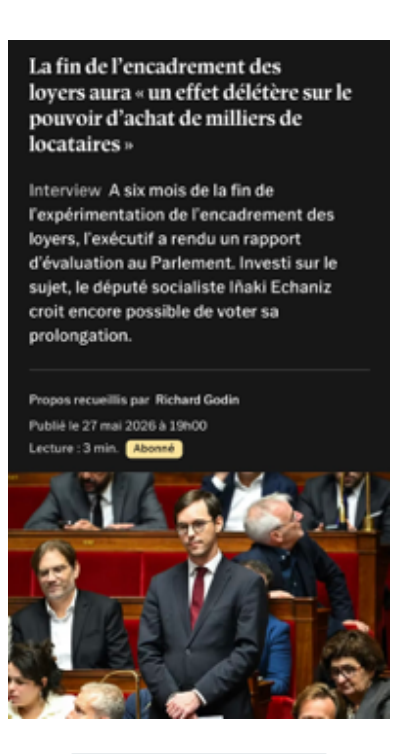
Nous nous réjouissons de la direction prise et nous allons rester vigilants, en lien avec l'ensemble des acteurs, sur le contenu et la mise en œuvre de cette réforme qui reconnaît, enfin, le parcours bilingue à sa juste valeur.

PÉRENNISONS L'ENCADREMENT DES LOYERS !

Dans une tribune publiée dans Le Monde, les maires d'une cinquantaine de communes appellent, aux côtés de la Fondation pour le logement, à pérenniser et étendre l'encadrement des loyers pour garantir à tous l'accès à un logement abordable.



VOIR L'ÉMISSION



La fin de l'encadrement des loyers aura « un effet délétère sur le pouvoir d'achat de milliers de locataires »

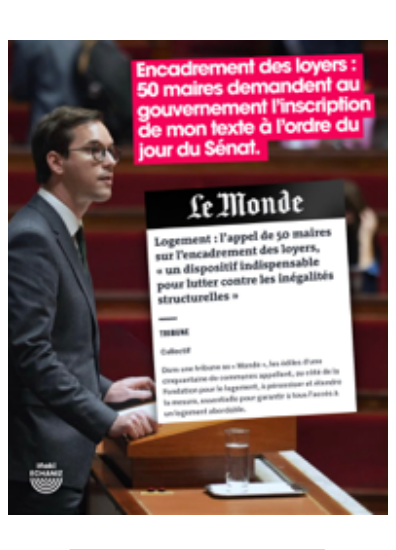
Interview A six mois de la fin de l'expérimentation de l'encadrement des loyers, l'exécutif a rendu un rapport d'évaluation au Parlement. Investi sur le sujet, le député socialiste Iñaki Echaniz croit encore possible de voter sa prolongation.

Propos recueillis par Richard Godin

Publié le 27 mai 2026 à 19h00

Lecture : 3 min. Abonné

LIRE L'ARTICLE


Encadrement des loyers : 50 maires demandent au gouvernement l'inscription de mon texte à l'ordre du jour du Sénat.
Le Monde
Logement : l'appel de 50 maires sur l'encadrement des loyers, « un dispositif indispensable pour lutter contre les inégalités structurelles »
TRIBUNE
Collectif

LIRE LA TRIBUNE

Le bilan pour les collectivités et les locataires est plus que positif. Le dispositif est soutenu par 87 % des Français, selon un sondage Ipsos, ainsi que par l'ensemble des maires, qui se sont fortement mobilisés pour sa mise en œuvre sur leur territoire .

Les élections municipales, en mars, ont conforté cette volonté, et de très nombreux maires ayant mis en place ou ayant annoncé vouloir encadrer les loyers ont été plébiscités dans les urnes. Malgré cela, le dispositif est aujourd'hui menacé de disparition, avec une fin prévue par la loi pour novembre 2026.

J'étais, mardi 26 mai, sur le plateau de l'émission *Chaque voix compte* sur *LCP* pour défendre ce dispositif après la publication d'un rapport très attendu. J'ai également pu m'exprimer dans les colonnes du *Nouvel Obs*.

En décembre 2025, **ma proposition de loi pour pérenniser et améliorer le dispositif a été largement votée à l'Assemblée nationale**. Le gouvernement doit désormais l'inscrire à l'ordre du jour du Sénat pour permettre son adoption.

À LA RENCONTRE D'ÉLÈVES DE LA CIRCONSCRIPTION

Ces dernières semaines, plusieurs classes de la circonscription sont venues découvrir l'Assemblée nationale.

J'ai d'abord reçu des élèves de l'établissement **Jean Errecart de Saint-Palais** : visite des lieux, découverte du fonctionnement de l'Assemblée nationale, échanges sur le rôle d'un député. Des rencontres enrichissantes au plus près du terrain!

Dans le cadre du **Parlement des enfants**, j'ai eu le plaisir d'aller, lundi 18 mai, à la rencontre des élèves du **RPI de la vallée de l'Escou** (Escou, Escout, Herrère et Précilhon) et de les recevoir quelques jours plus tard à l'Assemblée nationale. À l'occasion de cette 29e édition, il était proposé aux classes de CM2 et 6e d'élaborer une proposition de loi sur le thème suivant : « La protection des mineurs contre les dangers des réseaux sociaux ».

Ces rencontres ont été marquées par la curiosité et l'enthousiasme des enfants qui ont manifesté un grand intérêt lors de la visite du Palais Bourbon.
Enfin, comme l'an passé, je me suis rendu au **lycée Supervielle à Oloron** pour y rencontrer les élèves de 1ère. Nous avons échangé autour du thème de la cohésion sociale et j'ai pu répondre à leurs nombreuses questions à propos de l'activité parlementaire, du fonctionnement de l'Assemblée nationale ou de l'actualité politique. Il est ressorti de nos échanges que nos futurs concitoyens disposent déjà d'un intérêt marqué pour la chose publique et l'engagement politique!
Je remercie chaleureusement les équipes éducatives et les accompagnateurs, et félicite les élèves pour leur implication !

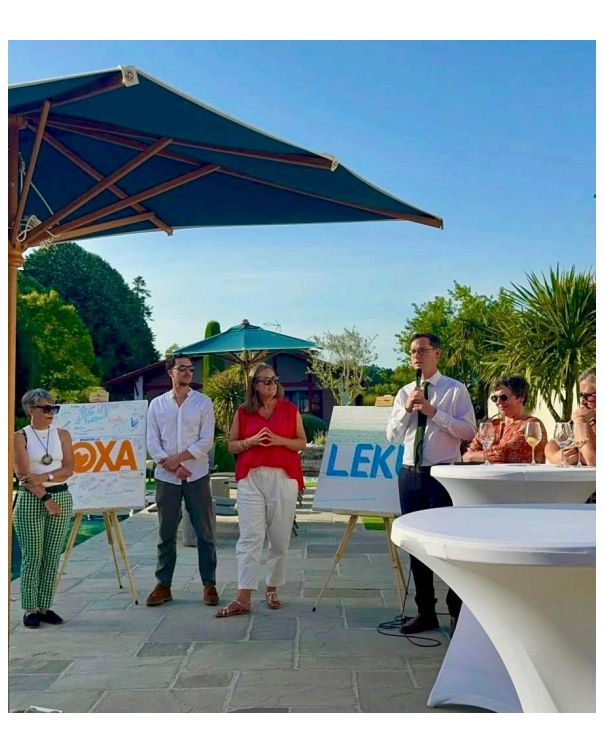
DES AVANCÉES DANS LA LUTTE CONTRE LES CANCERS

J'étais le vendredi 22 mai au **« Village Goxa Leku » à Hasparren**, à l'occasion de l'ouverture de leur nouvelle antenne.

Cette association, après avoir ouvert La Maison Goxa Leku à Saint-Pée-sur-Nivelle, se déploie sur le territoire afin d'offrir un **lieu d'accueil dédié au bien-être et à la reconstruction pour toutes les personnes atteintes d'un cancer**, du diagnostic à la fin des traitements actifs. Elle propose un accompagnement accessible et adapté à chaque individu, qui repose sur une expertise pluridisciplinaire : soins, bien-être, soutien émotionnel et réinsertion professionnelle.

En quatre ans, ce sont plus de 500 personnes qui ont été accompagnées !

Je salue l'engagement des équipes et les remercie pour le soutien indispensable qu'elles apportent à celles et ceux qui en ont besoin.



Cosignataire de la proposition de loi menée par ma collègue Marie Récalde, relative à la mise en place d'un fonds d'investissement public destiné à la recherche sur les cancers pédiatriques, je me réjouis de son adoption par l'Assemblée nationale le 13 mai 2026.

Il est, en effet, préoccupant que les enfants atteints de certaines maladies rares ou graves aient des chances de guérison faibles voire nulles pour certaines pathologies, par manque de développement de traitements spécifiques.

La raison est simple : les industriels du médicament sont peu enclins à investir dans la recherche pédiatrique, laquelle n'offre pas un retour sur investissement suffisant. Ainsi, depuis 2009, sur 150 médicaments anticancéreux développés pour l'adulte, seuls 16 ont été autorisés pour une indication spécifique de cancer pédiatrique. Sur cette même période, aucun traitement n'a été spécifiquement développé pour les enfants atteints des cancers les plus mortels.

Notre proposition de loi vise à mettre en place un programme de soutien à l'innovation thérapeutique contre ces maladies.

Les entreprises pharmaceutiques financeraient ce programme de soutien via une contribution versée en proportion de leur chiffre d'affaires réalisé en France. La proposition de loi doit maintenant être examinée par le Sénat.

LIRE LA PROPOSITION DE LOI

Enfin, **nous attendons toujours les décrets d'application pour la mettre en œuvre la loi "visant à améliorer la prise en charge des soins et dispositifs spécifiques au traitement du cancer du sein"**, définitivement adoptée par le Parlement en janvier 2025 et porté par mes collègues communistes Yannick Monnet et Fabien Roussel.

Pour exiger que le gouvernement mette enfin en œuvre cette loi très attendue par les femmes ayant affronté cette épreuve vous pouvez

SIGNER LA PÉTITION

HABITER LE PAYSAGE : UN FILM TOURNÉ ENTRE BÉARN ET PAYS BASQUE

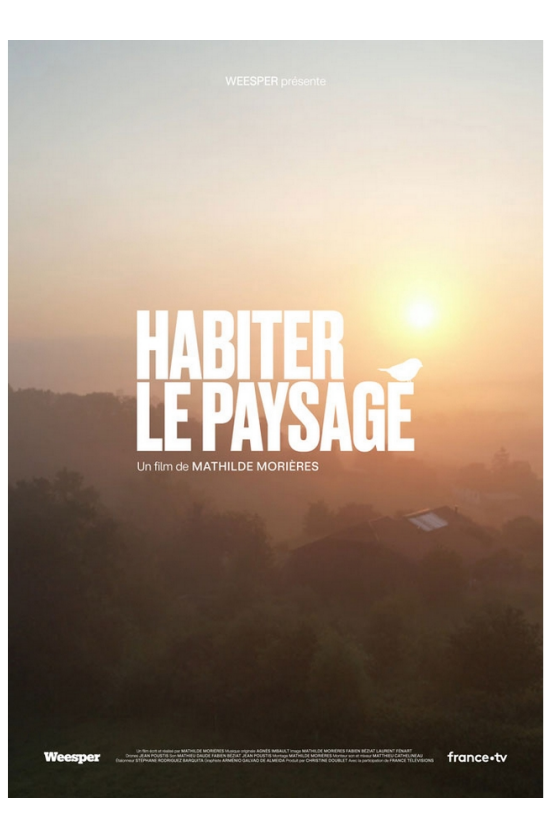
J'ai eu le plaisir de participer au documentaire *Habiter le paysage* réalisé par Mathilde Morières, qui met en avant les acteurs locaux qui se mobilisent contre l'exode rural et le déclin de nos campagnes.

Architectes, paysagistes, élus, entrepreneurs du bâtiment et habitants proposent des solutions concrètes pour repenser la rénovation et l'habitat selon des modèles durables, accessibles et innovants.

Remobiliser le bâti existant, c'est lutter directement contre la crise du logement et redonner vie à nos communes rurales, lesquelles disposent de nombreux atouts et suscitent un intérêt grandissant !

Je salue l'engagement de toutes ces personnes qui œuvrent pour notre territoire et continue d'apporter ma pierre à l'édifice depuis l'Assemblée nationale.

J'étais aux côtés de l'équipe du film lors de la projection du film organisée le 9 mai à Oloron.



VOIR LE FILM

CÉRÉMONIES DU 8 MAI EN CIRCONSCRIPTION

À l'occasion des commémorations du 8 mai, je me suis rendu aux **cérémonies des communes d'Oloron Sainte-Marie et Ledeuix**, où j'ai participé au dépôt de gerbe au monument aux morts pour célébrer le 81e anniversaire de la victoire de 1945.

J'étais ensuite à Ogeu-les-Bains aux côtés de la sénatrice Frédérique Espagnac, où six jeunes - Eva, Sébastien, Marie, Jacques, Maxine et Charlotte - ont reçu l'insigne de la jeunesse engagée, remis par le maire Marc Oxibar, le président de l'Union nationale des combattants d'Ogeu Jacques Vernet ainsi que le président du Comité départemental de la Fondation Maréchal de Lattre.

Merci aux porte-drapeaux, à l'harmonie municipale d'Oloron et à toutes celles et ceux qui font vivre le devoir de mémoire.

ADOPTION DE LA PROPOSITION DE LOI TRANSPARTISANE POUR UNE MONTAGNE VIVANTE ET SOUVERAINE

Le 13 mai 2026, l'Assemblée nationale a voté en faveur de la proposition de loi transpartisane pour une montagne vivante et souveraine.

En tant que membres du Conseil national de la montagne (CNM), ma collègue Marie-Noëlle Battistel et moi avons été pleinement mobilisés pour les travaux préparatoires et la rédaction du texte, pendant lesquels je me suis ardemment battu pour défendre les intérêts du pastoralisme.

Il était important pour moi de rappeler le **rôle essentiel des activités pastorales** pour l'entretien des territoires ruraux et de montagne, la préservation de la biodiversité, la prévention des incendies et au maintien d'une économie agricole extensive et durable.

Je me réjouis d'avoir pu **obtenir l'adoption de deux amendements** répondant à des enjeux concrets pour notre territoire et visant à :

- prendre en compte les activités pastorales dans les politiques de gestion de l'eau
- ouvrir une réflexion sur l'opportunité d'instaurer, au niveau national, une servitude légale de passage, d'accès à l'eau, de broutage, de fauchage et d'équipement pastoral mobile afin de garantir la mobilité des troupeaux pastoraux.

Avec mon groupe, le plus actif sur ce texte, nous avons également porté collectivement des propositions relatives à la protection des services publics de proximité, la place des élus dans l'élaboration des protocoles de secours médicaux, l'encadrement des projets de stockage dans le respect de la biodiversité, au maillage des infrastructures comme les abattoirs, au maintien des services vétérinaires indispensables aux éleveurs...

Cette loi montagne s'inscrit dans la continuité d'un engagement de long terme des socialistes sur ces sujets. **En parallèle, nous poursuivons les travaux pour une proposition de loi spécifique au pastoralisme**.

GRÂCE AUX SOCIALISTES, LE REPAS À 1€ EST ENFIN ACCESSIBLE POUR TOUS LES ÉTUDIANTS !

Depuis le 4 mai 2026, **le repas à 1 euro dans les restaurants universitaires est accessible à l'ensemble des étudiantes et étudiants**, sans condition de ressources. C'est l'aboutissement d'un long travail porté par le groupe socialistes et mené par ma collègue Fatiha Keloua Hachi, députée de Seine-Saint-Denis.

Alors que les files devant les banques alimentaires s'allongeaient et que les associations de distribution alimentaire se multipliaient dans les universités, nous avons continué à porter cette exigence de justice sociale malgré les réticences du gouvernement. Désormais, ce sont des milliers d'étudiantes et d'étudiants qui peuvent en bénéficier et subvenir à leurs besoins alimentaires sans compromettre leur équilibre budgétaire.

Toutefois, si nous saluons cette avancée majeure, les moyens mobilisés pour accompagner cette mesure restent insuffisants : manque de personnel, impossibilité d'aménager des locaux et d'investir dans du matériel, difficultés à maintenir la qualité des repas.

L'accès au repas à 1 euro est une première étape. **Nous poursuivons le combat contre la précarité étudiante et contre l'austérité qui frappe l'enseignement supérieur et nos services publics**.

NON À LA RÉFORME SUR L'INSCRIPTION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS À L'UNIVERSITÉ

Le 4 mai 2026, nous avons adressé, avec mon groupe, un courrier au ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, pour **nous opposer fermement à la réduction des exonérations de droits d'inscription pour les étudiants extra-européens**.

Loin d'être une simple mesure d'ajustement budgétaire, cette décision de transférer progressivement le coût du sous-financement de l'enseignement supérieur sur les étudiants constitue une rupture grave avec la tradition française d'universalité. En ciblant d'abord les étudiants internationaux, qui ont déjà subi plusieurs restrictions récentes (aides au logement, procédures de séjour), le Gouvernement s'attaque à celles et ceux qui disposent de moins de leviers pour se défendre.

Ces étudiants contribuent pleinement à la richesse intellectuelle, scientifique, culturelle et économique de notre pays. Leur présence renforce le rayonnement de la France, nourrit la recherche et crée des liens durables avec le reste du monde.

Cette réforme instaure une sélection par l'argent qui écartera en priorité les jeunes issus des pays les moins favorisés. Elle s'inscrit dans la continuité d'une politique menée par le gouvernement Macron depuis 2017 : la privatisation de l'enseignement supérieur. Rien ne garantit que cette logique ne soit pas demain étendue à d'autres publics, y compris aux étudiants français.

Par ailleurs, de nombreux établissements avaient jusqu'ici refusé d'appliquer pleinement ces droits majorés, conscients de leurs effets sociaux et académiques. Restreindre leurs capacités d'exonération, c'est aussi réduire l'autonomie de nos universités.

Nous demandons l'abandon de cette réforme et la réaffirmation d'un principe simple : **l'accès au savoir doit relever du droit, non du niveau de revenu ni de l'origine**.

LANCEMENT D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ DEPUIS 2017

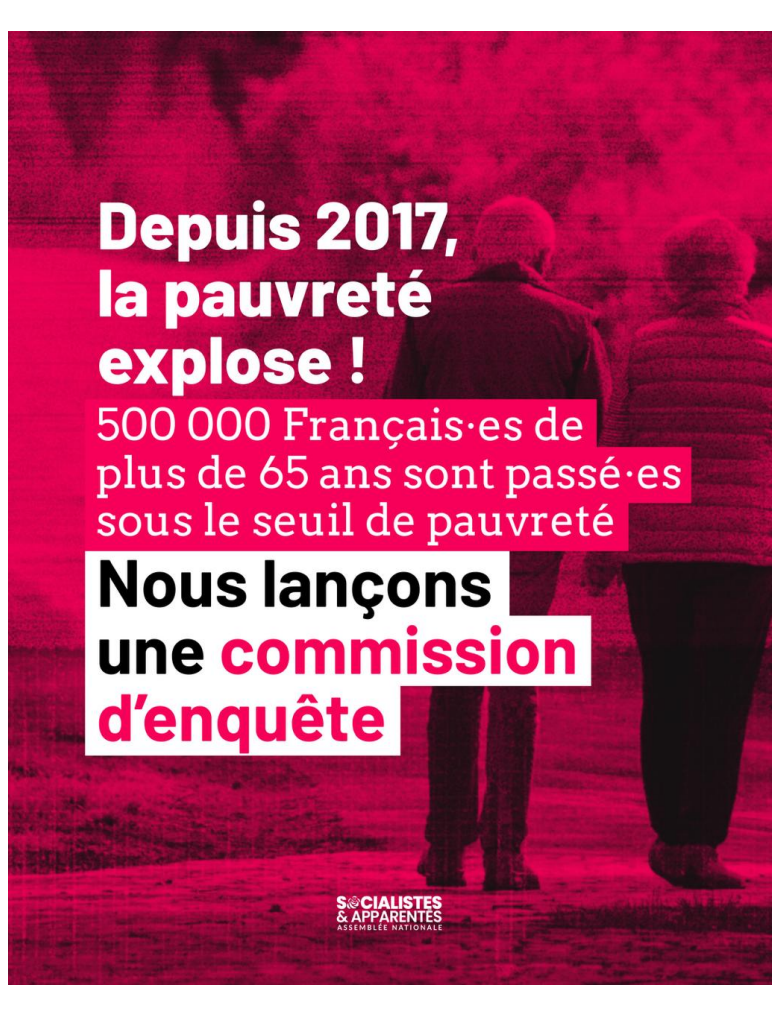
Nous lançons, avec mon groupe, une **commission d'enquête sur les effets précis des réformes économiques, fiscales et sociales conduites depuis 2017 sur la hausse de la pauvreté**.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, la pauvreté n'a cessé de progresser en France. Selon les dernières données de l'INSEE, la France comptait 9,8 millions de personnes en situation de pauvreté en 2023, soit 1,2 million de plus qu'en 2017. En 2023, 15,4 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté : un record depuis que l'INSEE a commencé à mesurer cette donnée.

Cette hausse massive de la pauvreté touche encore plus fortement les plus fragiles : les jeunes, les familles monoparentales, nos concitoyennes et concitoyens des territoires dits d'outre-mer ainsi que les **travailleurs seniors et les personnes âgées de plus de 65 ans**. Entre 2017 et 2023, le taux de pauvreté de ces populations a crû de 3,4 points ; soit la plus forte augmentation parmi toutes les tranches d'âge.

Face à une telle flambée de la pauvreté depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, il est nécessaire d'en comprendre les raisons. C'est pourquoi nous proposons de créer une commission d'enquête afin d'examiner l'impact précis des réformes économiques, fiscales et sociales menées depuis 2017 sur la hausse de la pauvreté.

Les travaux de cette commission d'enquête commenceront dans les prochaines semaines et pour six mois. Ils donneront lieu à des recommandations concrètes sur les réponses législatives, réglementaires et budgétaires à apporter pour mettre fin à cette hausse de la pauvreté de nos populations les plus fragiles.



BILAN CIRCO'

De nombreux échanges et déplacements ont rythmé le mois de mai : plongée dans mon agenda !

BILAN
MAI
EN CIRCONSCRIPTION

06/05	Accueil des élèves de l'Institut Jean Errecart de **Saint-Palais** à l'Assemblée nationale
08/05	Cérémonies de commémoration à **Oloron Sainte-Marie** ; **Ledeuix** et **Ogeu-les-Bains**
09/05	Projection du film *Habiter le paysage* en présence des équipes au cinéma Le Luxor à **Oloron Sainte-Marie** · Présentation du film d'Anne Saouter et Fabien Beziat *Garage Sassus, l'histoire d'une femme* à **Oloron Sainte-Marie**
11/05	Rendez-vous avec les équipes de l'hôpital d'Oloron Sainte-Marie
15/05	Rendez-vous avec Monsieur Recapet, président des buralistes des Pyrénées-Atlantiques
18/05	Rendez-vous avec l'ADMR à **Ogeu-les-Bains** · Rencontre avec les élèves du RPI de la vallée de l'Escou à l'école d'**Herrère**
21/05	Accueil des élèves du RPI de la vallée de l'Escou à l'Assemblée nationale
22/05	Rendez-vous avec le maire de **Sarrance** · Échanges avec des élèves du Lycée Supervielle à **Oloron Sainte-Marie** · Inauguration du village Goxa Leku à **Hasparren**
23/05	150 ans de l'harmonie municipale d'Oloron Sainte-Marie · 20e anniversaire du CPIE Béarn · Accueil de délégations de syndicalistes et de personnalités politiques espagnols à Oloron Sainte-Marie
29/05	Rendez-vous avec le délégué territorial de la Poste · Rendez-vous à la permanence

SOCIALISTES
ASSEMBLÉE NATIONALE
IÑAKI ECHANIZ ·4E CIRCONSCRIPTION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Pour vous désabonner, cliquez ici.